

## Le Devoir

le 18 décembre 1981

### **La vraie question**

Pierre Bourgault

Le canon tonne et la musique éclate. C'est la bataille. Le vieux général, en compagnie de son aide-de-camp, complète sa stratégie. Cette fois il a pensé à tout : il ne peut pas perdre. Le référendum : gagné! Le droit de veto : retenu! L'association : maintenue!

Le vieux général jubile. Son aide-de-camp, prenant son courage à deux mains, souffle dans l'oreille de son chef : « Mais la souveraineté, mon général? » Le général hausse les épaules, esquisse une grimace et éconduit l'aide-de-camp.

Il reste seul à savourer son triomphe.

D'un seul coup d'œil il embrasse toute son armée de soldats de plomb rangée en bataille sur son bureau.

Il est vengé. Les batailles perdues ne sont plus que souvenir. Il gagne maintenant. Et il se retrouve enfin seul, comme il l'avait toujours souhaité.

Tout autour de lui le terrain est occupé par l'ennemi. Qu'à cela ne tienne! Il gagne, seul contre tous. Il suffisait d'y penser.

René Lévesque a bazardé le droit de veto du Québec. Aujourd'hui, seul dissident de son parti, il impose son droit de veto à ses troupes.

René Lévesque a été trahi par le Canada anglais qui a fait sauter l'association qu'il avait mis tant de peine à construire. Qu'importe! Il commande à ses troupes de maintenir l'association.

René Lévesque a perdu le référendum du 20 mai. Qu'à cela ne tienne! Il en tiendra un autre au sein de son parti pour se convaincre qu'il est toujours le chef d'un peuple en désarroi.

Les batailles qu'il a perdues sur le terrain, il les reconstitue maintenant sur son bureau avec son armée de soldats de plomb, et il gagne! En tournant ses canons contre sa propre armée. Ça c'est de la stratégie!

Dans la pièce d'à côté le général Trudeau rigole doucement.

Et moi je suis à la fois triste et furieux. Triste de voir tomber si bas un homme en qui nous avons mis tous nos espoirs. Furieux de le voir nous entraîner avec lui dans sa chute.

Jonestown! Trois cent six mille personnes, les membres du Parti québécois, le verre de Kool-Aid à la main attendent l'ordre du chef.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. René Lévesque, rageusement, s'appête à détruire son parti, et peut-être son gouvernement. Fasse le ciel qu'il ne soit pas conscient de ce qu'il fait. Autrement, comment pourrions-nous jamais lui pardonner?

Tout cela a commencé il y a près de quatorze ans, au premier congrès du MSA. Les délégués

s'apprêtant alors à voter une proposition devant faire du Québec un pays unilingue français, René Lévesque fit savoir à tous qu'il démissionnerait si la proposition était adoptée. Elle fut battue.

Le lendemain, Jean Lesage demandait à quelqu'un des nouvelles du congrès du MSA. « Lévesque a mis sa tête à prix » lui fut-il répondu. Et Jean Lesage d'ajouter : « Déjà! »

C'est qu'il se souvenait, Jean Lesage, de ce René Lévesque qui, pendant six ans, avait maintes fois menacé de démissionner du Parti libéral quand on osait s'opposer à ses prétentions.

Combien de fois, depuis quatorze ans, René Lévesque n'a-t-il pas mis sa tête à prix quand son parti osait n'être pas totalement d'accord avec lui? Le « crois ou meurs! » de René Lévesque, je l'ai vécu dans mes trips à maintes reprises, comme des milliers d'autres membres du Parti québécois.

Mais cette fois, c'en est trop. Il ne fait plus de manière le père Lévesque. Il frappe à tour de bras, ouvertement, sans plus tenter de cacher son jeu. Au risque de tout détruire ce que des dizaines de milliers de militants et de militantes ont mis tant d'années et tant de peine à construire.

Il organise un référendum-bidon au sein de ses troupes pour se faire plébisciter. Il exige la soumission, par écrit, de ses députés et ministres. Il maintient un suspense qui menace la stabilité même de l'État québécois. Il se donne en spectacle au monde entier qui ne peut que conclure que le Québec est dirigé par un irresponsable.

Quelle tragédie!

Et tout cela au nom de la démocratie. Quelle farce!

Il dénonce « le visage aberrant du huitième congrès du PQ ». Deux mille délégués qu'il frappe d'illégitimité. Parce qu'ils ont osé s'opposer, pour une fois, à la volonté du chef.

L'association d'abord. Les délégués ont décidé de la maintenir au programme mais en appendice de la souveraineté. Ils ne veulent plus qu'elle ait le même poids que René Lévesque lui avait donné ces dernières années.

Il n'y aurait jamais eu de querelle sur cette maudite association si René Lévesque lui-même, en octobre 1979, ne l'avait rendue indispensable au même titre que la souveraineté, et cela en contradiction avec le programme officiel du parti.

C'est pour se prémunir contre ces déviations de René Lévesque que les délégués ont décidé de lui enlever la possibilité d'agir unilatéralement en cette matière importante.

C'est parce qu'ils se sont fait fourrer dans deux élections où l'on avait mis la souveraineté en veilleuse et dans un référendum où l'on parlait plus d'association que de souveraineté qu'ils ont décidé de couper la langue à un chef trop bavard sur l'accessoire et trop muet sur l'essentiel.

René Lévesque tente aujourd'hui de faire croire que les délégués sont contre l'association avec le Canada. Il n'en est rien. Même au temps du RIN, nous parlions d'association avec le Canada mais nous ne nous en servions jamais pour évacuer de nos discours l'essence même de notre combat : l'indépendance du Québec.

Il en fut de même au Parti québécois jusqu'en 1974. Puis vint le grand virage. Il ne fut plus dès lors question que d'association.

Les délégués du huitième congrès n'ont fait que revenir à l'essentiel.

On a dit qu'ils se radicalisaient. On veut rire sans doute. Des indépendantistes, dans un parti voué à l'indépendance du Québec, veulent parler d'indépendance et on dit qu'ils se radicalisent?

Les délégués du huitième congrès ont mis l'association en veilleuse en espérant que René Lévesque parle enfin de souveraineté. Où est le mal? Est-ce là une raison pour démissionner de la présidence du parti?

Et puis on a voté une proposition qui reprenait la politique officielle du parti à ses débuts : une proposition qui veut que le Parti québécois, à la suite d'une élection où il aurait obtenu la majorité des sièges, pourrait engager le processus devant mener à l'indépendance. Proposition assortie de l'obligation pour le gouvernement de soumettre au peuple, par voie de référendum, la nouvelle constitution du Québec

Je répète qu'il s'agissait là de la politique du parti pendant plusieurs années (1968 à 1974). Politique entérinée par René Lévesque lui-même dans des déclarations publiques proférées en 1971.

Il n'y a donc pas de quoi en faire une maladie.

On peut ne pas être d'accord et on peut trouver moralement agaçant l'absence de recours à une majorité des voix. Cela s'arrange. Et, à la suite du congrès, les plus « radicaux » des délégués ont affirmé sans ambage que cela pouvait s'arranger. Mais René Lévesque a fait semblant de ne pas les entendre.

D'autre part, quelques hystériques encouragés par René Lévesque lui-même ont prétendu qu'il s'agissait là de la mesure la plus antidémocratique qui soit.

Tout notre système est pourtant basé sur ce mécanisme. Tous nos gouvernements sont élus à la majorité des sièges. Le système n'est peut-être pas parfait mais personne ne prétend qu'il soit antidémocratique.

Monsieur Trudeau, à ce que je sache, n'a pas obtenu une majorité des voix lors de la dernière élection fédérale. Cela ne l'empêche pas de faire l'indépendance du Canada, comme il dit.

Boiteux, certes. Perfectible, sans doute. Antidémocratique? Mon œil.

Les droits des minorités? Une proposition visant à les réduire a été battue au congrès. Il est malhonnête de s'en servir pour tenter de prouver que les délégués avaient perdu les pédales. Et René Lévesque a tort de s'en servir comme prétexte.

La mécanique du congrès? C'est vrai qu'elle est aberrante. Elle l'a toujours été et elle l'était également au temps du RIN. Elle l'est dans tout congrès démocratique.

Il n'est pas facile de faire fonctionner une machine démocratique et René Lévesque devrait le savoir plus que quiconque. Est-ce une raison suffisante pour frapper d'interdit deux mille congressistes qui ont tenté, malgré tout, de se débrouiller comme ils le pouvaient avec cette maudite machine?

Ajoutons que toutes les propositions qui ont eu l'heur de faire sortir René Lévesque de ses gonds avaient été votées démocratiquement dans les comtés au mois de septembre et que le cahier complet

de ces propositions avait été distribué à tous plus de trois semaines avant le congrès.

Donc, pas de surprises. Tout le monde savait à quoi s'en tenir et les batailles pour ou contre telle ou telle proposition auraient dû se faire avant et pendant le congrès, non pas après comme le fait René Lévesque.

Améliorer les mécanismes? Bien sûr. Mais désavouer le congrès sous ce prétexte, c'est désavouer toute l'action démocratique du Parti québécois depuis sa fondation.

C'est exactement ce que fait René Lévesque et je le dis sans détour : il s'agit là d'un geste totalitaire sans précédent dans l'histoire politique récente du Québec.

Toujours au nom de la démocratie René Lévesque désavoue deux mille délégués démocratiquement élus, il leur passe par-dessus la tête pour en appeler aux trois cent mille membres du parti.

C'est un geste tout à fait odieux. Il rappelle étrangement ces petits dictateurs d'extrême-droite qui dénoncent les congrès syndicaux où des milliers de délégués, selon leurs dires, ne seraient pas représentatifs de la base.

Nous avons souvent entendu cette chanson. Mais elle fait mal à entendre dans la bouche de René Lévesque.

Et il parle d'agents provocateurs? Qu'il les nomme au lieu de laisser planer le doute sur la tête de deux mille personnes.

C'est deux mille personnes qu'il envoie promener du revers de la main en exigeant qu'on reprenne l'élection des délégués dans tous les comtés avant la tenue d'un congrès spécial.

Cela est grave, extrêmement grave. René Lévesque accuse les membres militants de son parti comme aucun adversaire n'aurait osé le faire. Il discrédite dans la population son propre parti. Il le traîne dans la merde. Il le détruit.

Il invente de toutes pièces une situation dramatique qui ne peut servir que des intérêts mesquinement personnels.

Mais puisqu'il désavoue le huitième congrès, puisqu'il décide, unilatéralement, que toutes les propositions qui furent votées sont nulles et non avenues, il faut qu'il aille au bout de sa logique. Le nouvel exécutif du parti n'a pas été élu et Louise Harel est toujours vice-présidente du parti. Allons plus loin : puisque l'exécutif n'a pas été élu, comment peut-il prendre la décision de tenir un référendum dans le parti?

M. Lévesque nous dit qu'il n'y a pas eu de congrès. Soit. Allons jusqu'au bout. Et décidons ensemble que le congrès n'a pas eu lieu.

Étrange ressemblance entre René Lévesque et Pierre Trudeau. Celui-ci ne prétend-il pas que le gouvernement de René Lévesque n'a jamais existé et que le peuple québécois l'appuie?

Tenons donc un référendum.

Un référendum-bidon, avec une question-bidon, comme dans le vrai référendum, une question à laquelle tout le monde ne peut que répondre oui sans se renier soi-même. C'est truqué. C'est

arrangé pour gagner coûte que coûte. Et il va gagner.

Mais ce n'est pas la bonne question. La bonne question, osons enfin la formuler : « L'indépendance du Québec ou René Lévesque, choisissez ».

Parce que cet homme-là ne nous a jamais menés à l'indépendance et il ne nous y mènera jamais.

Petit référendum-bidon de petit despote de province.

Et la démocratie là-dedans? Il faudra combien de réponses pour que le référendum soit valide? Cent mille, a dit René Lévesque. Un tiers du parti. René Lévesque accepterait-il de former le gouvernement si seulement le tiers des Québécois votaient lors d'une élection provinciale? Et c'est lui qui répugne à la majorité des sièges? Étrange.

Et pendant que nous y sommes, peut-être faudrait-il que M. Lévesque pose aussi sa question en anglais pour respecter la diversité du parti! Pourquoi pas? L'absurde ne commande-t-il pas l'absurdité?

Et la majorité des voix c'est quoi? Cent cinquante-trois mille, Monsieur Lévesque. Cent cinquante-trois mille!

Quelle folie!

Un beau petit référendum sur la tête de René Lévesque. M'aimez-vous? dit-il. Oui ou non, et une fois pour toutes pour l'éternité. Pendant ce temps le bon chef n'a pas besoin de discuter les idées, il peut passer à côté des questions, il peut renvoyer tout le monde dos à dos.

Étirons la crise jusqu'en février. Maintenons les gens dans l'incertitude. Partira, partira pas? Quel enjeu sinistre et quel sinistre chantage!

Le terrain est occupé par l'ennemi. Le chef tonne et éclate de rage. Les troupes le suivent, elles sont gonflées à bloc. Maintenant la vraie bataille.

Mais le chef se dégonfle et démobilise tout le monde. Il se venge sur son parti. Il se suicide et demande à tous d'en faire autant. La terre brûlée. Allons-y gaiement. Le parti en désordre, le peuple en désarroi.

Pendant que l'ennemi occupe le terrain, nous discutons du sexe des anges. Le petit homme a simplement oublié qu'il était aussi premier ministre du Québec. Ça ne se fait pas mal il le fait.

N'ayons pas peur des mots : le chef a perdu la tête et il nous demande à tous d'en faire autant.

Et pendant ce temps, que font nos quatre-vingts élus à Québec? Ils signent leur soumission en s'en prenant aux soixante-treize d'Ottawa qu'ils accusent de bêler devant Trudeau.

Trudeau gagne, lui, au moins!

Et vienne la purge, au plus tôt.

Encore une fois on revient au début. Lévesque n'a jamais été le rassembleur qu'on a voulu faire de lui. L'unité des indépendantistes s'est faite contre sa volonté en 1968.

Il aurait souhaité, à l'époque, que le RIN continue d'exister pour servir de repoussoir et faire les

jobs sales.

Il souhaite encore aujourd'hui que des milliers, parmi ses plus farouches militants et militantes, quittent le parti pour aller en fonder un autre. Un autre parti, sur sa gauche, qui pourrait servir de repoussoir et faire les jobs sales.

Monsieur ne négocie pas, il rompt. Monsieur ne veut pas d'alliés, il veut des fantassins inconditionnels qui font du porte-à-porte, qui ramassent de l'argent, qui se font chier à l'année longue dans les sous-sols d'église, qui entretiennent et qui huilent la-machine-à-faire-élire-Lévesque. Il les veut muets et sans nom. Comme Duplessis. Comme Trudeau.

Quelle honte! C'est avant tout ce sentiment qui m'habite aujourd'hui. Après avoir été humiliés par Trudeau, voici que nous devons passer sous les fourches caudines de Lévesque. Ce qu'on l'a massacré ce pauvre peuple depuis vingt ans. Et croyez-moi, j'en prends ma part de responsabilité.

Vivement qu'on nous débarrasse de ces deux hommes qui détruisent le Canada et le Québec. Ces deux hommes qui, au fond, ont toujours méprisé les Québécois et les Québécoises. Le Québec, pour eux, n'est qu'une vue de l'esprit. Un Québec qu'on peut brader, associer à n'importe qui et n'importe comment, détourner de ses fins, vendre pour une bouchée de pain, se le disputer, s'asseoir dessus.

Mais les Québécois et les Québécoises là-dedans? Qu'ils se taisent, nous disent-ils tous les deux.

Qui a parlé du Québec refroidi de l'an 2000?

On y court, on s'y engouffre.

Au fil des référendums-bidons, des chicanes de famille, et des espoirs traînés dans la boue.

Qu'on nous débarrasse enfin de l'arrogance impudente de Trudeau et de la modestie trop spectaculaire pour ne pas être suspecte de Lévesque.

Au lieu de demander à tout le monde de démissionner, qu'ils aient le courage de commencer les premiers.

L'histoire d'amour est finie et c'est ce qu'ils refusent de comprendre.

« Je vous ai menés au bord du gouffre », nous dit Trudeau. « Faisons encore un pas », nous dit Lévesque.

« L'élection du 13 avril n'a pas eu lieu », nous dit Trudeau. « Le huitième congrès du Parti québécois n'a pas eu lieu », nous dit Lévesque.

Et moi je réponds : le peuple québécois n'existe pas. Parce que s'il existait il se lèverait d'un seul bond pour vous foutre à la porte tous les deux.

Vingt ans de travail pour en arriver là!

Il faudrait un sursaut inimaginable pour nous sortir du pétrin où ces deux hommes nous ont fourrés. Où nous nous sommes fourrés nous-mêmes avec eux.

Pour ce qui est de ce qui nous occupe aujourd'hui, une seule chose est certaine : il n'y aura pas de gagnants.

Que Lévesque gagne ou perde son référendum, cela n'a pas d'importance. Il restera à jamais marqué. Le chantage l'aura détruit.

Et le parti?

Que peut-il gagner? Quoi qu'il arrive, il restera marqué par les dénonciations, voire par les purges de son chef. Il aura perdu tant de crédibilité aux yeux de la population qu'il aura toutes les peines du monde à rester sur pied.

À moins que... à moins qu'il se passe quelque chose qu'on n'ose plus espérer.

À moins que le Parti québécois, dans un sursaut presque désespéré, se refuse à mourir assassiné par son idole.

C'est la dernière chance.

1. René Lévesque doit démissionner de la présidence du parti.
2. Les membres du Parti québécois doivent boycotter par tous les moyens le référendum-bidon de Lévesque.
3. Les délégués du huitième congrès doivent refuser farouchement d'être remplacés.
4. Les membres du parti doivent affirmer solennellement leur attachement à la cause de l'indépendance du Québec.

On n'en sort pas. La vraie question est là : c'est Lévesque ou l'indépendance. Et c'est Lévesque ou le parti.

Le salut est dans le sursaut du parti.

Si le parti est incapable, ce sera la fin, et pour longtemps.

Le bateau coulera. Quelques-uns réussiront à échapper au naufrage parce qu'on les aura jetés par-dessus bord. Quand on est sur un bateau on n'en voit pas le nom.

Les naufragés, dans leurs chaloupes, verront enfin le nom du bateau qu'on leur avait fait quitter de force : Titanic.

Quoi faire de plus? Je n'en sais rien. Puisqu'on n'écoute que Trudeau et Lévesque en ce pays, c'est à eux qu'il faut le demander. Moi, je n'ai plus rien à dire.